

# Situation de l'alimentation scolaire en Amérique latine et dans les Caraïbes

2022



# Avant-propos

Parallèlement à d'autres initiatives de protection sociale, les programmes d'alimentation scolaire permettent aux enfants scolarisés d'accéder à une meilleure alimentation, contribuent à leur bien être à long terme et les aident à apprendre et à s'épanouir. Ils jouent aussi un rôle essentiel pour ce qui est d'encourager l'assiduité. Lorsque les enfants viennent en classe, ils ont l'assurance de recevoir un repas nourrissant et sont ainsi disposés à apprendre.

La pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) a toutefois interrompu la scolarité de 165 millions d'élèves en Amérique latine et dans les Caraïbes. La fermeture prolongée des écoles a considérablement amenuisé le capital humain dans la région: perturbant l'apprentissage et les résultats scolaires et privant les enfants

de repas scolaires et d'interventions en matière de santé et de nutrition, elle a provoqué une crise de l'éducation qui se poursuit aujourd'hui dans un contexte où les problèmes s'aggravent mutuellement, notamment sous l'effet des répercussions économiques et sociales à long terme de la pandémie.

Maintenant que les écoles ont rouvert dans toute la région, il est nécessaire de mener des approches intégrées à l'appui de la santé, de la nutrition et du bien être des enfants, de façon à préserver leur développement et à leur permettre de poursuivre au mieux leur scolarité. Quelques heures suffisent pour que les enfants commencent à avoir faim. Les enseignants savent à quoi ressemble la faim en classe: les enfants ne tiennent pas en place, ils sont moins attentifs



et les estomacs gargouillent –l’enseignement et l’apprentissage deviennent alors tous deux plus difficiles. Les enfants qui sont arrivés à l’école en ayant faim ont encore plus de mal à se concentrer et à apprendre.

La présente publication sur la “Situation de l’alimentation scolaire en Amérique latine et dans les Caraïbes” fait le point sur les initiatives de distribution de repas scolaires menées actuellement dans la région. L’objectif est d’évaluer pour la première fois les répercussions que la COVID-19 et une crise multidimensionnelle ont eues sur les écoliers ainsi que sur les programmes d’alimentation et de nutrition en milieu scolaire entrepris dans la région. Les programmes nationaux de repas scolaires menés en Amérique latine et dans les Caraïbes sont sans doute ceux qui ont le plus progressé à l’échelle mondiale (même si certains pays ont également

fait des progrès ailleurs), et les enseignements tirés de l’expérience acquise dans la région peuvent donc utilement éclairer les programmes mis en œuvre partout dans le monde. Le rapport met en évidence ce qui a été fait pour surmonter les difficultés sans précédent qui se sont posées dans la région et, point essentiel, expose les principes clés sur lesquels repose la réussite des programmes d’alimentation scolaire à un moment où les gouvernements renforcent leurs systèmes d’éducation pour l’avenir.

Le rapport présente les réalisations des gouvernements ainsi que l’action menée par des partenariats tels que la Coalition mondiale pour l’alimentation scolaire en vue de surmonter les effets négatifs de la pandémie et de faire en sorte que les enfants de toute la région réalisent pleinement leur potentiel. Le Programme alimentaire mondial et la Banque interaméricaine de développement sont fermement déterminés à soutenir ces efforts qui revêtent une importance cruciale. Ensemble, nous réussirons à donner à chaque enfant la possibilité de bénéficier d’un repas nutritif à l’école et la chance d’apprendre, de grandir et de s’épanouir.



**Lola Castro**  
Directrice du Bureau régional  
Programme Alimentaire Mondial



**Mercedes Mateo-Berganza**  
Cheffe de la Division d’Éducation  
Banque Interaméricaine de Développement



# Synthèse

## Introduction

La présente publication conjointe de la Banque interaméricaine de développement (BID) et du Programme alimentaire mondial (PAM) est le premier rapport régional sur la *Situation de l'alimentation scolaire en Amérique latine et dans les Caraïbes*. Sa parution intervient à un moment crucial pour la région.

La pandémie de COVID 19 a mis un coup d'arrêt à l'éducation de 165 millions d'élèves en Amérique latine et dans les Caraïbes. De nombreux pays de la région ont réussi à adapter et à intensifier leurs programmes natio-naux d'alimentation scolaire pendant la pandémie – les utilisant même pour venir en aide à davantage de per-sonnes vulnérables – prouvant une fois de plus à quel point ces programmes sont essentiels dans le cadre des systèmes nationaux d'éducation et de protection sociale. Les effets à long terme de la pandémie de COVID 19, en particulier la fermeture prolongée des écoles, ont toutefois eu des répercussions sur de multiples aspects du bien-être des enfants (Abizanda et al., 2022; Schady et al., 2023). Plus fondamentalement, les confinements ont perturbé l'apprentissage et nuï aux résultats scolaires, provoquant une crise de l'éducation, qui se poursuit ac-tuellement sur fond de crises multiples dans la région. Les prix des denrées alimentaires et des intrants agricoles augmentent, tout comme l'insécurité alimentaire, et les indicateurs nutritionnels sont en baisse dans toute la ré-gion (CEPALC, FAO et PAM, 2022). Certains défis structurels existant de longue date perdurent, mettant en péril le bien être des enfants, leur accès à l'éducation et leur capacité à se développer correctement: les changements climatiques, qui s'accompagnent d'une intensification des sécheresses et des incendies ainsi que d'ouragans plus fréquents et plus violents, les tendances croissantes au surpoids et à l'obésité ainsi que les comorbidités associées, et les mouvements migratoires et de réfugiés complexes et à grande échelle.

Tous ces problèmes s'aggravent mutuellement, exposant des millions d'enfants de la région au risque de décrochage scolaire. Il ressort des données exposées dans la présente publication que jusqu'à 12 millions d'enfants, d'adolescents et de jeunes en âge d'être scolarisés en primaire ou dans le secondaire (inférieur et supérieur) sont déjà déscolarisés dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Le parcours scolaire de plus de 118 millions de garçons et de filles âgés de 4 à 17 ans serait menacé (BID, 2023). Leur accès à une éducation de qualité est incertain, ce qui fait peser une menace importante sur leurs progrès scolaires et leurs perspectives d'avenir.

**Dans ce contexte, les programmes d'alimentation scolaire - en particulier ceux qui sont mis en place parallèlement à des investissements dans la santé et la nutrition – constituent un outil fondamental pour améliorer le bien-être général des enfants d'âge scolaire et pour promouvoir l'éducation et le développement durable dans la région.** En plus de contribuer quotidiennement à la nutrition des élèves, les repas scolaires peuvent permettre de réduire les inégalités sociales et économiques, en favorisant un accès équitable à une éducation de qualité et à une nutrition adéquate. Cependant, la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire dans la région se heurte à d'importantes difficultés en raison de problèmes de gestion, de financement et de coordination.

La présente publication vise à exploiter les meilleures sources de données disponibles pour décrire la situation de l'alimentation scolaire dans la région, l'ampleur et la couverture des programmes, leurs principales composantes et leur impact sur les écoliers et leur communauté. Elle s'appuie sur la série de publications que le PAM a consacrées en 2013, 2020 et 2022 à la *Situation de l'alimentation scolaire dans*, pour ce qui est de la méthode et de l'approche suivies, ainsi que sur les dernières données disponibles

sur l'alimentation scolaire dans la région. L'objectif est de compléter le rapport mondial intitulé *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022*, en s'intéressant spécifiquement aux besoins, à la culture et au contexte de l'Amérique latine et des Caraïbes. Il rend compte des résultats d'enquêtes spécifiques et de l'analyse du contexte régional, présentant en cinq chapitres les domaines clés de l'état de l'alimentation scolaire. Cette publication vise à éclairer la prise de décisions et la mise en œuvre de politiques publiques efficaces pour promouvoir le bien-être et l'épanouissement des générations futures en Amérique latine et dans les Caraïbes.

## Principales conclusions



**Les programmes d'alimentation scolaire en Amérique latine et dans les Caraïbes se sont poursuivis pendant la pandémie de COVID-19, et face à la fermeture des écoles et aux nouvelles mesures de sécurité, la distribution de rations à emporter a été privilégiée. Aujourd'hui, les programmes d'alimentation scolaire sont de retour dans les écoles de la région.**

Comme il est indiqué dans la présente publication, 80,3 millions d'enfants ont reçu des repas scolaires (petit-déjeuner, collations ou déjeuner) en Amérique latine et dans les Caraïbes en 2022. Ces enfants vivent pour la plupart en Amérique du Sud (63,2 millions), mais aussi en Amérique centrale (13,3 millions) et dans les Caraïbes (3,8 millions).

### Carte 1.1

Nombre d'enfants bénéficiant d'une alimentation scolaire en Amérique latine et dans les Caraïbes



Source : Élaboration propre à partir de sources officielles accessibles publiquement, notamment l'Enquête mondiale sur l'alimentation scolaire (Global Survey of School Meal Programs) de 2019 et de 2021, la Fondation mondiale pour l'alimentation infantile (Global Child Nutrition Foundation), la BID, l'UNESCO, la Banque mondiale et le PAM.



## **L'engagement politique et les investissements en faveur des programmes nationaux de repas scolaires restent forts, malgré la crise.**

La plupart des pays de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes se sont dotés de cadres juridiques et politiques. Au moins 19 d'entre eux disposent soit d'une politique ou d'une loi spécifiquement consacrée à l'alimentation scolaire, soit d'une politique ou d'une loi portant sur la nutrition à l'école (Cruz, 2020; PAM, 2017c). Les programmes d'alimentation scolaire s'inscrivent dans une moindre mesure dans des politiques multisectorielles ayant trait aussi bien à la protection sociale qu'à la santé et à l'agriculture.

Dans la plupart des cas, les lois et politiques élaborées au cours de la dernière décennie ont mieux tenu compte de la nutrition à l'école et des systèmes alimentaires locaux (FAO et al., 2023), mais les pays doivent encore renforcer les cadres réglementaires et la mise en œuvre afin d'acheter des aliments localement. Les pays de la région ont été à l'avant-garde de l'adoption de politiques d'approvisionnement auprès de petits exploitants agricoles locaux. Le Brésil est un pionnier dans ce domaine: il fait en sorte d'associer les exploitants familiaux aux programmes d'alimentation scolaire et veille à ce qu'au minimum 30 pour cent des budgets d'approvisionnement alimentaire soient consacrés aux achats effectués directement auprès des petits agriculteurs. D'autres pays de la région, comme le Guatemala et Haïti, augmentent également les achats locaux réalisés auprès des petits agriculteurs et renforcent les liens entre les écoles et les systèmes alimentaires locaux. D'après les informations disponibles, les achats locaux profitent aux écoliers, aux agriculteurs et aux communautés dans leur ensemble. Cependant, le manque d'éléments attestant les effets des achats locaux sur l'alimentation des enfants, sur le développement socio-économique des agriculteurs et sur les femmes et les producteurs issus des Peuples Autochtones, ne permet pas de pleinement quantifier ces effets bénéfiques. Presque tous les pays ont besoin que l'action menée en la matière soit nettement intensifiée pour pouvoir profiter pleinement des avantages que présentent les achats locaux.

Les budgets nationaux sont la principale source de financement dans tous les pays à revenu intermédiaire. D'après les estimations, l'investissement régional consacré aux repas scolaires en 2022 se situait entre 3,6 milliards de dollars É. U. (montant déclaré) et 7,6 milliards de dollars (montant estimé). Selon les données concernant 21 pays, les budgets nationaux représentent 99 pour cent du financement des programmes de repas scolaires dans la plupart des cas. Ces budgets étaient la principale source de financement tous niveaux de revenu confondus, sauf dans le cas des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, où 4 pour cent du budget provenaient d'autres donateurs nationaux et du secteur privé, et 6 pour cent de donateurs internationaux. L'on ne dispose pas de données comparables pour les pays à faible revenu.

Les gouvernements de la région font appel de longue date à la coopération régionale et internationale. La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire ainsi que les réseaux régionaux tels que le réseau et les initiatives RedRAES demeurent au cœur des échanges dans toute la région. Dix-sept pays ont rejoint la Coalition pour l'alimentation scolaire en moins de deux ans, ce qui montre qu'il existe une volonté politique de faire progresser les plans et les engagements nationaux.



**Cependant, des inégalités subsistent entre les pays disposant de plus ou moins de ressources, et à l'intérieur des pays eux-mêmes pour ce qui est de la portée, de la pertinence et de la qualité des programmes.**

Dans la région, la plupart des programmes nationaux d'alimentation scolaire sont conçus pour être universels (PAM, 2017c), mais dans la pratique, leur portée est limitée. Aux fins de la présente publication, la couverture a été calculée pour 20 pays en divisant le nombre d'enfants qui bénéficieraient de repas scolaires dans les écoles primaires par le nombre d'enfants qui seraient inscrits en primaire d'après l'Institut de statistique de l'UNESCO (2021). Huit de ces pays (40 pour cent) ont une couverture de 100 pour cent, tandis que quatre (20 pour cent) ont une couverture comprise entre 70 et 99 pour cent, quatre (20 pour cent) une couverture comprise entre 50 et 69 pour cent et quatre (20 pour cent) une couverture inférieure à 50 pour cent. Au Brésil, où est mis en œuvre le plus grand programme de la région, la couverture atteint 100 pour cent.

À cet égard, il faut également tenir compte des difficultés financières qui peuvent nécessiter des compromis qui nuisent à la qualité du programme mené. Par exemple, dans certains cas, davantage d'écoles bénéficient du programme, mais l'assortiment alimentaire correspondant est moins nutritif. Dans d'autres cas, toutes les écoles sont concernées, mais les repas distribués correspondent à un nombre de jours inférieur au nombre de jours où les enfants sont censés se rendre à l'école. Bien que la plupart des programmes mis en œuvre dans la région visent notamment à améliorer la santé et la nutrition, seuls quatre prévoient au moins six interventions axées sur la santé ou la nutrition en même temps que les repas scolaires. Tout particulièrement lorsque les prix des denrées alimentaires et le coût de la vie augmentent (CEPAL, FAO et PAM, 2022), il est primordial que tous les écoliers bénéficient de programmes de qualité si l'on entend protéger et promouvoir leur développement phy-sique, émotionnel et social, leur santé et leur bien-être.

La présente publication montre que dans les pays à faible revenu, le coût de l'alimentation scolaire n'est que de 10 dollars par an et par enfant, alors que dans les pays à revenu élevé, le coût annuel par enfant avoisine 293 dollars. La qualité des programmes dépend dans une large mesure du financement, ce qui peut influencer sur la quantité, la qualité et la diversité des aliments fournis, ou déterminer si les repas scolaires s'accompagneront de mesures axées sur la santé et la nutrition.

Les systèmes alimentaires locaux, dans toute leur diversité, doivent faire l'objet d'investissements suffisants. Dans la région, peu de programmes de repas scolaires visent activement à soutenir les systèmes alimentaires des Peuples Autochtones, en tenant compte des pratiques culturelles et des traditions culinaires et en veillant à la préservation des connaissances Autochtones à la phase de la conception, en prévoyant l'achat de denrées auprès d'agriculteurs Autochtones et en garantissant la prise en main des activités par les autorités natives traditionnelles et la participation des communautés. Certains programmes font appel à l'innovation afin de tirer parti des avantages que présente une approche interculturelle, comme le programme d'alimentation scolaire mis en œuvre par la Colombie au profit des Peuples Autochtones, qui associe les autorités Autochtone et traditionnelles à la prise de décisions et encourage la production et les achats à l'échelle locale. Dans le cadre de son programme national d'alimentation scolaire, le Brésil a défini des lignes directrices destinées à tenir compte des vulnérabilités socioéconomiques et des spécificités culturelles des Peuples Autochtones, ce qui a un effet positif sur l'économie locale et réduit les coûts environnementaux. Pourtant, la plupart des programmes menés dans la région ne prennent pas encore en considération les besoins et aspirations distincts des communautés Autochtones ni l'interculturalisme.



**Le défi consiste maintenant pour les gouvernements à faire profiter les enfants les plus vulnérables de programmes intégrés de qualité qui résistent aux chocs et les aideront à reprendre le cours de leur vie après la pandémie.**

Des programmes intégrés de qualité doivent être mis en place de toute urgence. Du fait de la prévalence et de la coexistence de la dénutrition, du surpoids et de l'obésité, des carences en micronutriments et de l'insécurité alimentaire dans la région, il est nécessaire de procéder à des investissements suffisants, de dégager des données factuelles et de tirer les enseignements des programmes afin de déterminer ce qui contribue à faire que les éco-lieux bénéficient d'une alimentation saine. Il est ressorti d'une étude réalisée en 2019 au Pérou que le petit-déjeuner fourni dans le cadre du programme d'alimentation scolaire *Qali Warma* avait des effets positifs et notables à court terme sur les résultats obtenus aux tests cognitifs par les enfants qui ne prenaient pas de petit-déjeuner à la maison, en particulier dans les zones présentant les quintiles les plus bas (MIDIS, 2019). Les activités multisectorielles menées dans les écoles, en particulier les interventions en matière de santé et de nutrition, contribuent à accroître la portée et l'impact des repas scolaires (Bundy et al., 2018). Les achats locaux sont un autre moyen de favoriser la nutrition des enfants en leur fournissant des produits frais et nutritifs, en diversifiant leur alimentation et en améliorant les environnements alimentaires locaux. L'éducation nutritionnelle et d'autres interventions s'inscrivant dans le programme d'études, comme les jardins scolaires, peuvent permettre aux enfants d'entretenir une relation plus saine avec la nourriture.

Les investissements consacrés aux repas scolaires sont rentables sur les plans de l'économie et du capital humain de la région. Des programmes intersectoriels bien conçus, prévoyant des achats locaux, pourraient permettre d'obtenir jusqu'à 9,00 dollars en retour (PAM, 2022b; Verguet et al., 2020).

Pour que les repas scolaires tiennent toutes leurs promesses, les pays devront tout au moins renforcer les cadres institutionnels et réglementaires, s'attaquer aux disparités entre les femmes et les hommes, mobiliser des ressources suffisantes et garantir la mise en œuvre d'approches multisectorielles. Les programmes gagneraient à ce que des systèmes de gestion plus souples et responsables soient adoptés, à ce qu'un processus prévoyant suivi et évaluation soit mis en œuvre pour améliorer la qualité, et à ce qu'innovation et transition numérique soient favorisées.

La résilience et l'adaptabilité ont été deux des caractéristiques des programmes d'alimentation scolaire dans la région pendant les situations de crise et la pandémie de COVID-19. Cependant, hormis au cours de la pandémie, l'alimentation scolaire n'a été qu'occasionnellement utilisée pour apporter un soutien face à différents types de chocs, comme les catastrophes naturelles, la hausse des prix alimentaires, les chocs inflationnistes et les importants flux migratoires. Le Nicaragua, le Honduras, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Haïti ont ainsi eu recours aux programmes d'alimentation scolaire pour apporter une assistance supplémentaire aux écoliers – et parfois à leur communauté. Cependant, il faut veiller à ce que ces programmes permettent de faire face aux crises, y compris d'ordre climatique, car ils sont l'une des principales plateformes de protection sociale ayant le potentiel de venir en aide aux populations vulnérables de la région. De même, il faut investir dans la résilience institutionnelle pour assurer la continuité de programmes de repas scolaires de qualité, afin de protéger et de promouvoir le développement physique, émotionnel et social, la santé et le bien-être des élèves et de la communauté scolaire.





## La voie à suivre

La présente publication expose, au fil de ses différents chapitres, la voie à suivre compte tenu des constats ci dessus. En premier lieu, sont évoqués les programmes d'alimentation scolaire mis en œuvre en Amérique latine et dans les Caraïbes, leur échelle, leur couverture et leurs éléments clés. Le chapitre suivant porte sur les partenariats dans la région et les perspectives qui s'offrent dans cette partie du monde. Dans le troisième chapitre, est envisagée la manière de promouvoir l'intégration des programmes de repas scolaires pour accélérer le développement nutritionnel, humain, social et économique en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le quatrième chapitre comporte des recommandations sur la façon de mieux mettre en relation les systèmes alimentaires locaux et les écoles. À partir des constatations formulées au sujet des repas scolaires en temps de crise, le cinquième chapitre offre un aperçu de la façon dont les programmes peuvent être plus résistants aux chocs et aider les élèves et leur communauté lorsque des crises surviennent. Enfin, dans le rapport spécial, est esquissée la voie à suivre pour aborder les repas scolaires sous un angle interculturel.

### **Chapitre 1** Programmes d'alimentation scolaire en Amérique latine et dans les Caraïbes en 2022: échelle, couverture et éléments clés

Les inégalités entre les pays disposant de plus ou de moins de ressources sont flagrantes, puisque dans la région le coût annuel de l'alimentation scolaire par enfant n'est que de 10 dollars dans les pays à faible revenu, contre 293 dollars dans les pays à revenu élevé. La couverture s'y échelonne entre 30 pour cent et 100 pour cent selon les pays.

- Un investissement accru et continu consenti en faveur des programmes de repas scolaires est nécessaire pour faire en sorte que les enfants continuent d'aller à l'école en ces temps précaires de sortie de pandémie, car les retards d'apprentissage continuent de menacer le maintien scolaire à courte échéance.
- Il est essentiel de mettre en œuvre des programmes de qualité au profit de tous pour protéger et promouvoir le développement physique, émotionnel et social, la santé et le bien être des écoliers, et la hausse des prix sur fond de besoins croissants ne doit en compromettre ni la qualité, ni la portée.
- Des démarches intégrées associant santé et nutrition doivent être suivies dans les écoles, et pratiquement tous les pays de la région peuvent améliorer l'ensemble d'interventions proposées pour répondre aux besoins des apprenants.

Les gouvernements de la région font appel de longue date à la coopération régionale et internationale. Ils peuvent tirer profit de l'expansion de la Coalition pour l'alimentation scolaire ainsi que des outils et initiatives connexes, en plus des réseaux, projets et relations existant depuis longtemps au niveau régional, pour accélérer les progrès vers la mise en place de programmes d'alimentation scolaire de plus grande envergure, de meilleure qualité et plus solides.

- Des échanges et des projets doivent être menés en continu dans la région ainsi qu'à l'échelle mondiale pour améliorer sans cesse les programmes et innover.
- Renforcer les réseaux régionaux peut favoriser l'échange d'informations, d'outils innovants et de données au service de l'expansion et de l'amélioration des programmes d'alimentation scolaire et de la mise en œuvre des politiques. Mutualiser les données factuelles et les expériences peut permettre de renforcer la prise en compte dans les programmes de certaines questions clés, comme les achats effectués localement auprès de petits exploitants agricoles, les systèmes alimentaires des Peuples Autochtones, la salubrité de l'environnement scolaire, la promotion d'une alimentation saine, les changements climatiques et les repas scolaires, l'éducation alimentaire et nutritionnelle, la participation sociale et communautaire, l'amélioration des infrastructures, la participation interinstitutionnelle et intersectorielle, et d'autres points techniques.
- La poursuite de l'élargissement de la Coalition pour l'alimentation scolaire à d'autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes permettra d'exploiter la grande expérience acquise dans le cadre des programmes d'alimentation scolaire menés dans la région pour éclairer le débat à l'échelle mondiale, tout en mettant les outils et les initiatives de la Coalition au service des pays membres. L'intégration de la Coalition dans l'écosystème régional des plateformes et des réseaux d'alimentation scolaire renforcera non seulement les possibilités de recherche et d'échange en Amérique latine et dans les Caraïbes, mais aussi le partage des compétences et des pratiques des pays de la région au sein des forums et des réseaux mondiaux, y compris au sein de la Coalition elle-même, et en particulier de son Consortium de recherche.
- Les partenaires et les gouvernements devraient créer des espaces de discussion, en faire la promotion et y participer; il peut s'agir de manifestations et de forums mondiaux, régionaux et infrarégionaux qui contribuent à mettre en évidence ce domaine de travail et à renforcer les programmes nationaux d'alimentation scolaire dans la région. Les parties prenantes devraient avoir recours aux plateformes régionales et mondiales pour mettre en valeur les partenariats, l'apprentissage et l'action de sensibilisation et donner plus de visibilité aux efforts régionaux.
- Les parties prenantes doivent produire des données factuelles de meilleure qualité, en se penchant sur les domaines insuffisamment étudiés et en dégageant des données à l'appui du renforcement des politiques et des programmes et de l'amélioration des investissements.
- Les gouvernements, les responsables des interventions, les spécialistes, les partenaires, les milieux universitaires, la société civile et les organisations internationales peuvent contribuer activement à renforcer et à pérenniser des programmes de repas scolaires qui répondent à leurs objectifs nationaux respectifs.

### Chapitre 3

## Promouvoir l'intégration des programmes de repas scolaires pour améliorer et accélérer le développement nu-tritionnel, humain, social et économique

Bien que la plupart des gouvernements offrent des repas scolaires parallèlement à certaines interventions complémentaires en matière de santé et de nutrition, il faut de toute urgence prévoir des trains de mesures qui répondent à tous les besoins des enfants sur les plans de la santé et de la nutrition, afin qu'ils puissent apprendre et s'épanouir. Peu de pays misent comme ils le devraient sur les programmes intégrés de santé et de nutrition, assortis d'investissements multisectoriels suffisants, par exemple les interventions sanitaires dont il a été démontré qu'elles favorisent le bien-être et la réussite scolaire des enfants. Un tel investissement est encore plus nécessaire aujourd'hui, après la pandémie de COVID-19 et compte tenu du manque de services de santé et de nutrition dont pâtissent les enfants.

- Les politiques relatives à l'alimentation scolaire devraient mettre en évidence leurs contributions aux objectifs éducatifs et permettre la mise en place de trains de mesures multisectorielles destinées à aider les enfants à réussir sur le plan scolaire.
- Il est possible de maximiser les avantages que présentent la plupart des programmes, en faisant en sorte qu'ils tiennent mieux compte de la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes. En se dotant d'objectifs clairs et de systèmes de suivi et d'évaluation robustes, la région peut être à même de mieux mesurer l'impact des interventions et progresser ainsi sur la voie de l'élimination de la malnutrition.
- Pour prévenir le triple fardeau de la malnutrition, à savoir le retard de croissance, l'obésité et le surpoids, et les carences en micronutriments, il faut définir des objectifs précis et des programmes fondés sur des éléments concrets, aux effets éprouvés.
- Investir dans le futur capital humain de la région nécessite de garantir des repas scolaires et des environnements scolaires sains et d'utiliser cette plateforme comme tremplin pour favoriser la santé sous tous ses aspects dans les écoles.
- Conscients de l'importance d'une alimentation saine fondée sur des systèmes alimentaires durables, différents pays ont entrepris d'élaborer des directives spécifiques à cet égard. Alors que d'autres pays de la région adhèrent à cette initiative, il est essentiel de veiller à ce que ces directives soient bel et bien suivies dans le cadre des programmes de repas scolaires.

### Chapitre 4

## Alimentation scolaire utilisant la production locale en Amérique latine et dans les Caraïbes: mettre en relation les systèmes alimentaires locaux et les écoles

D'après les données disponibles, les programmes d'alimentation scolaire utilisant la production locale peuvent être bénéfiques aux systèmes alimentaires locaux, aux petits exploitants agricoles et aux communautés, tout en favorisant chez les écoliers et leur famille de meilleures habitudes alimentaires tout au long de la vie. Cependant, plusieurs défis doivent être relevés et diverses possibilités saisies pour développer ces initiatives et en maximiser l'impact et faire en sorte qu'elles soient durables, efficaces et efficaces au fil du temps.

- Il est nécessaire d'investir dans la production de données factuelles et les efforts de sensibilisation. Le manque de données quantitatives fiables reste un obstacle lorsqu'il s'agit de mesurer l'impact qu'ont les programmes d'alimentation scolaire utilisant la production locale sur les systèmes alimentaires locaux et sur la santé et la nutrition des écoliers. La quantification de ces retombées est essentielle pour pouvoir améliorer les politiques et les programmes de sorte à en accroître la qualité et à garantir une meilleure prise en compte de la nutrition et une plus grande rentabilité, ainsi que pour appuyer l'action de sensibilisation à mener afin d'obtenir une hausse du financement et de

parvenir à une plus grande durabilité. Par l'intermédiaire de la Coalition pour l'alimentation scolaire et de son Consortium de recherche, les parties prenantes de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes peuvent faire part de leurs expériences en vue de combler les lacunes qui existent à l'échelle mondiale sur le plan de l'information.

- Des systèmes renforcés de suivi, d'évaluation et d'établissement de rapports sont nécessaires, et ils doivent être assortis d'indicateurs propres aux programmes d'alimentation scolaire utilisant la production locale et intégrés dans les systèmes nationaux, qui permettent d'assurer le suivi des achats locaux, de mesurer l'impact de l'action menée, de détecter les obstacles à surmonter et d'éclairer la prise de décisions.
- La coordination multisectorielle devrait être encouragée et les approches d'alimentation scolaire utilisant la production locale devraient être intégrées dans les politiques nationales relatives aux systèmes alimentaires. Les pays devraient continuer à adapter leurs cadres juridiques et institutionnels en faveur de ces interventions, en mettant en place des mécanismes de coordination multisectorielle et en développant les approches qui ont fait leurs preuves.
- Les partenaires devraient continuer à s'attacher à établir des communautés de pratiques régionales plus solides, en promouvant les échanges sur les enseignements tirés de l'expérience et les meilleures pratiques en matière d'alimentation scolaire utilisant la production locale, notamment à la faveur de plateformes régionales et mondiales et de communautés de pratiques, comme la Coalition pour l'alimentation scolaire, ainsi que par l'intermédiaire d'échanges Sud-Sud et d'échanges triangulaires.
- Il faudrait mieux soutenir les producteurs locaux et améliorer leur accès aux marchés institutionnels, pour qu'ils soient en mesure d'assurer un approvisionnement régulier en vivres même en temps de crise et dans des zones exposées à différents types de chocs. Le soutien apporté devrait être d'ordre institutionnel, en veillant à ce que les cadres juridiques et les procédures de passation des marchés publics soient inclusifs et permettent les achats auprès des petits producteurs, et d'ordre technique, en aidant les agriculteurs à accéder aux intrants nécessaires, ainsi qu'au crédit, à l'information et aux compétences techniques et organisationnelles.
- Les efforts en matière d'alimentation scolaire utilisant la production locale devraient être complétés par des interventions consacrées à la mise en place d'environnements alimentaires scolaires plus sains et à la promotion d'un changement de comportement. Pour avoir un impact sur la santé et la nutrition des écoliers et de leur famille, et pour favoriser l'adoption tout au long de la vie de meilleures habitudes alimentaires, davantage axées sur une bonne nutrition, les modèles d'alimentation scolaire utilisant la production locale doivent s'accompagner d'interventions qui favorisent durablement le renforcement des capacités et le changement de comportement. Fournir des repas nutritifs, y compris grâce à la mise en œuvre de lignes directrices nationales en matière d'alimentation, aux investissements consacrés aux interventions complémentaires en matière de santé et de nutrition en milieu scolaire, comme la communication pour le changement social et comportemental, à des campagnes et à des initiatives pédagogiques, peut contribuer à multiplier les effets bénéfiques qu'a l'alimentation scolaire utilisant la production locale sur les écoliers et leur famille.
- Les efforts en matière d'alimentation scolaire utilisant la production locale devraient profiter au maximum aux femmes, aux jeunes, aux Peuples Autochtones et aux personnes Afrodescendantes. Les programmes de repas scolaires offrent un certain nombre de possibilités d'accroître et de consolider la participation des agricultrices ainsi que des jeunes et des producteurs Autochtones à la chaîne de valeur scolaire. Bien que les données factuelles soient rares et qu'une analyse plus approfondie soit nécessaire pour permettre de mieux connaître ce domaine, les enseignements tirés de l'expérience à ce jour montrent que les perspectives que pourraient offrir les programmes nationaux d'alimentation scolaire aux femmes et aux producteurs Autochtones sont largement inexploitées.

Bien que chaque programme doive s'accompagner de stratégies de préparation et d'intervention adaptées à ses propres objectifs, à ses capacités et aux scénarios de risque le concernant, certaines propositions génériques sont présentées ici. Celles-ci découlent des expériences évoquées dans le chapitre, ainsi que de la documentation disponible à l'échelle mondiale sur la protection sociale réactive face aux chocs. Elles nécessitent des lignes budgétaires appropriées, ainsi que des mécanismes de financement auxquels il est possible de faire appel en temps de crise.

- La préparation est nécessaire à la fois pour garantir la continuité des opérations et pour répondre aux nouveaux besoins en période de crise. Les programmes devraient être assortis de plans d'urgence et de mécanismes de substitution pour la passation de marchés, la livraison et la préparation des denrées alimentaires dans les situations de crise, prévoyant des stratégies et des protocoles de protection pour les achats locaux, afin d'éviter les pénuries, les augmentations de prix et les effets négatifs sur les producteurs locaux.
- Pour garantir la continuité des programmes sur le plan opérationnel, il faut notamment prévoir des protocoles d'urgence, des modalités de substitution voire même des clauses adaptées dans les contrats conclus avec les prestataires et les opérateurs, ainsi que des mécanismes d'ajustement budgétaire.
- Les repas scolaires peuvent constituer une assistance supplémentaire offerte aux écoliers (expansion verticale) en cas de crise. Ils peuvent s'accompagner de la distribution de collations ou de vivres ou de la prestation de services complémentaires qui répondent aux besoins alimentaires, nutritionnels et autres auxquels donne lieu la situation d'urgence.
- L'accompagnement de la population non scolarisée (expansion horizontale), est a priori plus difficile que l'expansion verticale, mais la région a déjà été le théâtre d'expériences fructueuses. Les mesures destinées à la population non scolarisée peuvent englober la distribution de rations à emporter, la préparation de repas dans les écoles elles-mêmes ou l'offre d'une assistance par l'intermédiaire d'autres programmes, par exemple le transfert temporaire des stocks de vivres aux interventions humanitaires dont bénéficie la population non scolarisée. Les activités axées sur l'expansion horizontale impliquent également de mettre au point un mécanisme de ciblage pour garantir que l'assistance parvient bien aux personnes les plus touchées par la crise.
- L'alimentation scolaire doit s'inscrire dans une stratégie plus générale englobant d'autres programmes de protection sociale et le système de protection civile/d'intervention en cas de catastrophe, entre autres, selon la nature de la crise. Il peut s'agir de faire en sorte que les interventions soient complémentaires (par exemple, répartition des zones géographiques, des groupes de population ou encore des types d'assistance entre les différentes interventions), de veiller au partage de l'information, à la mutualisation de ressources humaines, etc.
- Les interventions d'urgence devraient être l'occasion de promouvoir une transition vers la mise en place d'une protection sociale à titre systématique. Parfois, les situations de crise permettent de recenser et de secourir des personnes qui ne bénéficient pas de divers programmes de protection sociale – dont les repas scolaires – alors qu'elles y ont pourtant droit. Le contexte d'urgence peut être l'occasion d'étendre la couverture des programmes habituels et de réduire les erreurs d'exclusion.
- Dans toute la région, les mécanismes de suivi des prix alimentaires, de l'accès à une alimentation saine et de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle devraient être renforcés. Le manque d'intégration avec les secteurs qui disposent des informations de ce type est un énorme obstacle à l'efficacité des programmes d'alimentation scolaire.

Bien qu'il y ait plusieurs défis à relever et que les expériences positives restent limitées, des mesures sont prises dans la région pour aborder l'alimentation scolaire sous un angle interculturel. Les programmes en milieu scolaire peuvent servir de plateforme et de point de départ pour s'attaquer à des questions plus larges concernant le droit à l'épanouissement personnel, à l'alimentation et à l'identité. Une approche différenciée est la voie à suivre pour parvenir à des repas scolaires caractérisés par l'interculturalité, mais une plus grande sensibilisation est nécessaire dans toute la région, au niveau des politiques mais aussi sur le plan de la conception et de la mise en œuvre des programmes, et il faut à cet égard mobiliser activement les Peuples Autochtones et les communautés.

- Les aliments et le patrimoine culinaire des Peuples Autochtones ont leur place sur les menus des repas scolaires.
- L'élaboration de menus diversifiés devrait se faire en concertation avec les Peuples Autochtones et avec leur participation, et prévoir notamment l'achat de produits locaux auprès des communautés.
- Il est essentiel de créer les conditions propices à l'adoption d'approches interculturelles dans des contextes multiculturels, en recherchant des occasions de donner une nouvelle impulsion à l'alimentation et à la culture des Peuples Autochtones dans les écoles périurbaines et urbaines également.
- Il est nécessaire de mettre en place des processus susceptibles de contribuer au développement de sociétés interculturelles qui a) respectent les principes consistant à fournir des aliments sains et nutritifs produits localement (en tout ou en partie), b) encouragent la pérennisation des systèmes alimentaires à l'appui de l'économie locale et c) promeuvent la participation à la prise de décisions.
- Les parties prenantes devraient œuvrer à l'adoption de politiques plus inclusives et plus interculturelles à la faveur de processus mondiaux et régionaux qui contribuent à la sensibilisation de l'opinion, et travailler en partenariat avec les gouvernements, les organisations des Peuples Autochtones et divers partenaires et parties prenantes pour promouvoir et appuyer les programmes tenant compte des questions Autochtones.



**Copyright © 2023 Banque interaméricaine de développement (“BID”).**

Ce travail est soumis à une licence Creative Commons CC BY 3.0 IGO (<https://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo/legalcode>). Les termes et conditions indiqués dans le lien URL doivent être respectés et la reconnaissance respective doit être accordée à la BID.

Conformément à la section 8 de la licence susmentionnée, toute médiation relative à des litiges découlant de cette licence sera menée conformément au Règlement de Médiation de l’OMPI. Tout litige relatif à l’utilisation des œuvres de la BID qui ne peut être réglé à l’amiable sera soumis à l’arbitrage conformément aux règles de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI). L’utilisation du nom de la BID à des fins autres que l’attribution et l’utilisation du logo de la BID doit faire l’objet d’un accord de licence écrit distinct entre la BID et l’utilisateur et n’est pas autorisée dans le cadre de cette licence.

Notez que le lien URL comprend des termes et conditions qui font partie intégrante de cette licence.

Les opinions exprimées dans cet ouvrage sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de la Banque interaméricaine de développement, de son Conseil d’administration ou des pays qu’ils représentent.



Photo de couverture: PAM/Elias Miranda

En collaboration avec:



# Situation de l'alimentation scolaire en Amérique latine et dans les Caraïbes 2022

---

La présente publication conjointe de la Banque interaméricaine de développement (BID) et du Programme alimentaire mondial (PAM) fait le point sur les programmes d'alimentation scolaire qui sont mis en œuvre en Amérique latine et dans les Caraïbes en 2022. Sur fond de difficultés liées à la pandémie de COVID-19 et de problèmes qui s'aggravent mutuellement, la publication met en évidence le rôle essentiel des programmes d'alimentation scolaire pour la région.

Cette publication décrit en détail la situation de l'alimentation scolaire en Amérique latine et dans les Caraïbes, en particulier son ampleur, sa couverture, ses composantes et son impact. Elle met l'accent sur la nécessité de venir en aide aux enfants vulnérables pour éviter qu'ils abandonnent leur scolarité et favoriser leur développement global. Les auteurs soulignent en outre qu'il est important d'intégrer les interventions menées en matière de santé et de nutrition dans les programmes de repas scolaires au moyen d'approches multisectorielles.

Il ressort des principales conclusions que 80,3 millions d'enfants de toute la région ont reçu des repas scolaires en 2022. L'engagement et l'investissement politiques en faveur de ces initiatives sont forts, au moins 19 pays disposant d'une politique ou d'une loi portant spécifiquement sur l'alimentation ou la nutrition en milieu scolaire. La couverture des programmes est comprise entre 30 pour cent et 100 pour cent selon les pays de la région. Les auteurs de la publication recommandent d'augmenter la couverture et la qualité des programmes, d'améliorer les cadres réglementaires, de mettre en œuvre des achats de produits alimentaires locaux, d'investir dans des approches interculturelles et de renforcer la collaboration multisectorielle et les partenariats. En outre, ils soulignent l'importance de la préparation aux crises pour les programmes d'alimentation scolaire, qui se sont révélés résilients – et indispensables – pendant la pandémie.

La publication comprend des recommandations précises pour aider les pays à relever efficacement les défis auxquels ils se heurtent et à faire en sorte que les programmes d'alimentation scolaire continuent de contribuer au développement, à l'éducation et au bien-être général des enfants.

